

NOTE DE SYNTHÈSE RELATIVE AU RAPPORT AU CONSEIL DE TERRITOIRE

APPROBATION DE LA PROLONGATION PAR MODIFICATION UNILATÉRALE POUR MOTIF D'INTERET GENERAL DES CONVENTIONS N°13/130 ET N°13/131 – DELEGATION DE SERVICE PUBLIC RELATIF A L'EXPLOITATION DU SERVICE PUBLIC D'AVITAILLEMENT DU PORT DE PLAISANCE DE LA POINTE ROUGE A MARSEILLE - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC RELATIF A L'EXPLOITATION DES SERVICES PUBLICS D'AVITAILLEMENT ET DE CARENAGE DU PORT DE PLAISANCE DE CARRY LE ROUET

Le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis du rapport dont la synthèse est présentée ci-après :

Par délibérations MER 002-5518/19/CM et MER 003-5519/19/CM du 28 février 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé le principe des délégations de service public sous forme d'affermage d'une durée de 5 ans, comme mode de gestion du service d'avitaillement du Port de la Pointe Rouge à Marseille et comme mode de gestion des services d'avitaillement, de grutage et de carénage du Port de Carry-Le-Rouet.

Le calendrier initial des procédures de mise en concurrence devait aboutir à des approbations du choix du titulaire lors d'un Conseil de la Métropole prévu après l'installation des instances de la Métropole suivant les élections municipales du 15 et 22 mars 2020.

En raison du caractère pathogène et contagieux du virus COVID-19 et de l'urgence de santé publique que l'évolution de sa propagation entraîne, le Gouvernement a décidé, par un décret n° 2020-267 du 17 mars 2020, de reporter le second tour des élections municipales et communautaires.

Le report des élections municipales et communautaires rend impossible la tenue d'un Conseil de la Métropole permettant une entrée en vigueur des nouvelles délégations avant le 31 juillet 2020 et le 28 juillet 2020, dates d'échéance respectives des actuels contrats de délégation de service public. Cette situation créerait une interruption du service public d'avitaillement de la Pointe Rouge et des services publics de l'avitaillement et du carénage du port de Carry le Rouet pour plusieurs semaines en haute saison ce qui serait fortement préjudiciable aux usagers plaisanciers et professionnels.

Il est proposé de prolonger les actuelles délégations de service public jusqu'au 30 septembre 2020, durée strictement nécessaire pour procéder aux dernières formalités légales et réglementaires suivant l'approbation par le Conseil de la

Métropole du choix des titulaires respectifs et des nouveaux contrats prévue le 31 juillet prochain.

NOTE DE SYNTHÈSE RELATIVE AU RAPPORT AU CONSEIL DE LA METROPOLE

APPROBATION DE LA PROLONGATION PAR MODIFICATION UNILATÉRALE POUR MOTIF D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES CONVENTIONS N°13/130 ET N°13/131 – DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC RELATIF À L'EXPLOITATION DU SERVICE PUBLIC D'AVITAILLEMENT DU PORT DE PLAISANCE DE LA POINTE ROUGE À MARSEILLE - DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC RELATIF À L'EXPLOITATION DES SERVICES PUBLICS D'AVITAILLEMENT ET DE CARENAGE DU PORT DE PLAISANCE DE CARRY LE ROUET

Par délibérations MER 002-5518/19/CM et MER 003-5519/19/CM du 28 février 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé le principe des délégations de service public sous forme d'affermage d'une durée de 5 ans, comme mode de gestion du service d'avitaillement du Port de la Pointe Rouge à Marseille et comme mode de gestion des services d'avitaillement, de grutage et de carénage du Port de Carry-Le-Rouet.

Le calendrier initial des procédures de mise en concurrence devait aboutir à des approbations du choix du titulaire lors d'un Conseil de la Métropole prévu après l'installation des instances de la Métropole suivant les élections municipales du 15 et 22 mars 2020.

En raison du caractère pathogène et contagieux du virus COVID-19 et de l'urgence de santé publique que l'évolution de sa propagation entraîne, le Gouvernement a décidé, par un décret n° 2020-267 du 17 mars 2020, de reporter le second tour des élections municipales et communautaires.

Le report des élections municipales et communautaires rend impossible la tenue d'un Conseil de la Métropole permettant une entrée en vigueur des nouvelles délégations avant le 31 juillet 2020 et le 28 juillet 2020, dates d'échéance respectives des actuels contrats de délégation de service public. Cette situation créerait une interruption du service public d'avitaillement de la Pointe Rouge et des services publics de l'avitaillement et du carénage du port de Carry le Rouet pour plusieurs semaines en haute saison ce qui serait fortement préjudiciable aux usagers plaisanciers et professionnels.

Il est proposé de prolonger les actuelles délégations de service public jusqu'au 30 septembre 2020, durée strictement nécessaire pour procéder aux dernières formalités légales et réglementaires suivant l'approbation par le Conseil de la Métropole du choix des titulaires respectifs et des nouveaux contrats prévue le 31 juillet prochain.

RAPPORT AU CONSEIL DE LA METROPOLE

Hors Nomenclature

■ Séance du 17 Juillet 2020

15362

■ **Approbation de la prolongation par modification unilatérale pour motif d'intérêt général des conventions n°13/130 et n°13/131 - Délégation de service public relatif à l'exploitation du service public de l'avitaillement du port de plaisance de la Pointe Rouge à Marseille et délégation de service public relatif à l'exploitation des services publics d'avitaillement et de carénage du port de plaisance de Carry le Rouet**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération POR 006-473/13/CC du 28 juin 2013 et convention de délégation de service public n°13/130 la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a délégué à la Sarl Nouvelle Aire l'exploitation du service d'avitaillement du port de plaisance de la Pointe Rouge à Marseille qui comprend la distribution des carburants et produits dérivés (huile, additifs). Ce contrat a été conclu pour une durée de six ans à compter du 1^{er} août 2013. Par délibération MER 002-6012/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019, la durée du contrat a été prolongée d'un an, soit jusqu'au 31 juillet 2020.

Par délibération POR 005/472/13/CC du 28 juin 2013 et convention de délégation de service public n°13/131, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a délégué à la Société DG Services « l'exploitation des services publics d'avitaillement et de carénage du port de plaisance de Carry-le-Rouet ». Ce contrat a été conclu pour une durée de 6 ans à compter du 29 juillet 2013. Un avenant approuvé par délibération du Conseil de Métropole du 16 mai 2019 a permis de reporter le terme du contrat d'un an, soit jusqu'au 28 juillet 2020.

Par délibérations MER 002-5518/19/CM et MER 003-5519/19/CM du 28 février 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé le principe des délégations de service public sous forme d'affermage d'une durée de 5 ans, comme mode de gestion du service d'avitaillement du Port de la Pointe Rouge à Marseille et comme mode de gestion des services d'avitaillement, de grutage et de carénage du Port de Carry-le-Rouet.

Les deux procédures de consultation se sont effectuées selon les dispositions de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession et à son décret d'application n°2016-86 du 1^{er} février 2016, ainsi qu'aux articles L1411-1 et R1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Reçu au Contrôle de légalité le 17 juillet 2020

Le calendrier initial des procédures de mise en concurrence devait aboutir à des approbations du choix du titulaire lors d'un Conseil de la Métropole prévu après l'installation des instances de la Métropole suivant les élections municipales du 15 et 22 mars 2020.

En raison du caractère pathogène et contagieux du virus COVID-19 et de l'urgence de santé publique que l'évolution de sa propagation entraîne, le Gouvernement a décidé, par un décret n° 2020-267 du 17 mars 2020, de reporter le second tour des élections municipales et communautaires.

La loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de COVID-19, instaurant l'état d'urgence sanitaire, est venue préciser les modalités de ce report dans les communes où le premier tour organisé le 15 mars 2020 n'a pas permis d'élire l'ensemble de l'organe délibérant.

Le décret n° 2020-642 du 27 mai 2020 a arrêté au 28 juin 2020 la date du second tour des élections municipales et communautaires.

Le report des élections municipales et communautaires rend impossible la tenue d'un Conseil de la Métropole permettant une entrée en vigueur des nouvelles délégations avant le 31 juillet 2020 et le 28 juillet 2020, dates d'échéance respectives des actuels contrats de délégation de service public. Cette situation créerait une interruption du service public d'avitaillement de la Pointe Rouge et des services publics de l'avitaillement et du carénage du port de Carry-le-Rouet pour plusieurs semaines en haute saison ce qui serait fortement préjudiciable aux usagers plaisanciers et professionnels.

Ainsi afin d'assurer la continuité de ces services publics, une prolongation des contrats n°13/130 et n°13/131 sous la forme d'une modification unilatérale pour motif d'intérêt général s'avère indispensable. Il est proposé de prolonger les actuelles délégations de service public jusqu'au 30 septembre 2020, durée strictement nécessaire pour procéder aux dernières formalités légales et réglementaires suivant l'approbation par le Conseil de la Métropole du choix des titulaires respectifs et des nouveaux contrats prévu le 31 juillet prochain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République;
- Le Code des transports
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération POR 006-473/13/CC du Conseil de Communauté du 28 juin 2013 approuvant le choix du délégataire et le contrat de Délégation de Service Public relatif à « l'exploitation du service d'avitaillement du port de plaisance de la Pointe Rouge à Marseille qui comprend la distribution des carburants et produits dérivés (huile, additifs...) » ;
- La délibération MER 002-6012/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 approuvant l'avenant n°1 de prolongation d'un an de la Délégation de Service Public pour l'avitaillement consentie à la société Nouvelle Aire au sein du Port de la Pointe-Rouge à Marseille ;
- La délibération POR 005-472/13/CC du Conseil de Communauté du 28 juin 2013 approuvant le choix du délégataire et le contrat de délégation de service public relatif à « l'exploitation des services publics d'avitaillement et de carénage du port de plaisance de Carry-le-Rouet »
- La délibération POR 002-1415/15/CC du Conseil de Communauté du 23 octobre 2015 portant approbation de l'avenant n°1 relatif à l'arrêt de l'exploitation de l'aire de carénage et de la station d'avitaillement du 1er janvier 2015 jusqu'au début de la saison estivale 2016 ;

- La délibération MER 001-1156/16/CM du Conseil de Métropole du 17 octobre 2016 portant approbation de l'avenant n°2 relatif à des modifications d'éléments du contrat effectuées à la suite de la mise aux normes de l'aire technique ;
- La délibération MER 005-6015/19/CM du Conseil de Métropole du 16 mai 2019 portant approbation de l'avenant n°3 de prolongation d'un an de la Délégation de Service Public pour l'avitaillement et le carénage consentie à la société DG Services ;

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la crise sanitaire liée au COVID-19 et le report du calendrier des élections municipales et communautaires empêchent la tenue d'un Conseil Métropolitain dans les délais initialement prévus permettant une attribution avant le 31 juillet 2020 et le 28 juillet 2020 dates d'échéance respectives des conventions n°13/130 et n°13/131 ;
- La nécessité du maintien du service public d'avitaillement du Port de la Pointe-Rouge et des services publics de l'avitaillement et du carénage du port de Carry le Rouet durant la haute saison ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification unilatérale pour motif d'intérêt général prolongeant jusqu'au 30 septembre 2020 le contrat de délégation de service public n°13/130 relatif à l'exploitation du service public d'avitaillement du port de plaisance de la Pointe-Rouge.

Article 2 :

Est approuvée la modification unilatérale pour motif d'intérêt général prolongeant jusqu'au 30 septembre 2020 le contrat de délégation de service public n°13/131 relatif à l'exploitation des services publics de l'avitaillement et du carénage du port de Carry le Rouet.

Article 3 :

Madame la Présidente, ou son représentant, est autorisée à signer tout acte et à prendre toute disposition concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Pour enrôlement,
Le Vice-Président Délégué
Ports et Infrastructures portuaires
Mer et Littoral

Patrick BORÉ